



Conseil économique et social

Distr. générale
16 septembre 2019

Français
Original : anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur l'examen de Beijing+25

Bangkok, 27-29 novembre 2019

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Examen des progrès accomplis, des défis à relever et des politiques progressistes à adopter pour accélérer la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en Asie et dans le Pacifique dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Examen des progrès accomplis et des défis à relever dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en Asie et dans le Pacifique

Note du secrétariat

Résumé

On trouvera dans le présent rapport un résumé de l'examen régional des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing en Asie et dans le Pacifique. Les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les domaines prioritaires pour la concrétisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes y sont soulignés. Le rapport a été établi à partir des rapports issus des examens nationaux que les États membres ont soumis à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) dans le cadre de l'examen après 25 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

Dans ces rapports, les États membres de la CESAP ont recensé trois grandes réalisations : l'adoption de lois, règlements, plans d'action et politiques ; la promotion de l'autonomisation économique des femmes et l'amélioration de la participation des femmes à la vie politique et à la prise de décisions. Ils ont aussi mis en évidence trois grands défis à relever : les obstacles à la participation économique des femmes ; les normes et les stéréotypes de genre et le manque de capacités pour la promotion de l'égalité des sexes. Les États membres ont également défini des domaines prioritaires pour les cinq prochaines années afin d'accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles.

I. Introduction

1. L'Assemblée générale a adopté puis approuvé la Déclaration et le Programme d'action de Beijing en 1995. Depuis, la Commission de la condition de la femme examine tous les cinq ans les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs stratégiques du Programme d'action. Le cinquième examen aura lieu en 2020, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

* ESCAP/MCBR/2019/L.1.

2. Dans sa résolution 2018/8, le Conseil économique et social a engagé tous les États à entreprendre à l'échelon national un examen des progrès accomplis et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action. En outre, le Conseil a encouragé les commissions régionales à faire de même à l'échelon régional de façon que les résultats des processus intergouvernementaux régionaux puissent être intégrés à l'examen de 2020.

3. En 2019, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a entrepris un examen régional des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action en Asie et dans le Pacifique, en coopération avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et avec le soutien du Groupe de travail thématique sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes du Mécanisme de coordination régionale pour l'Asie et le Pacifique.

4. Afin de déterminer les progrès accomplis au niveau régional concernant la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action, un examen analytique a été réalisé à partir des résultats d'une enquête menée à l'échelle mondiale et des rapports d'examen nationaux soumis par les États membres de la CESAP. La CESAP, qui compte 49 États membres et 9 membres associés, a reçu des rapports d'examen nationaux de 41 d'entre eux. L'examen analytique a porté sur les États membres de la CESAP situés dans la région de l'Asie et du Pacifique¹.

5. Pour la première fois, en 2020, l'examen après 25 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing aura lieu alors que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est pleinement en place. L'examen de Beijing+25 sera l'occasion d'exploiter les synergies entre la Déclaration et le Programme d'Action de Beijing et le Programme 2030 afin de redoubler d'efforts pour atteindre plus rapidement les grands engagements pris à l'échelon international en matière d'égalité des sexes.

6. Les 12 domaines critiques du Programme d'action ont été regroupés en six grands thèmes qui mettent en évidence les points de concordance entre les deux cadres : développement inclusif, prospérité partagée et travail décent ; élimination de la pauvreté, protection sociale et services sociaux ; droit d'être à l'abri de la violence, de la stigmatisation et des stéréotypes ; application du principe de responsabilité, participation et institutions tenant compte de la problématique femmes-hommes ; sociétés pacifiques et inclusives et préservation de l'environnement, action climatique et renforcement de la résilience. En outre, les États membres ont rendu compte de leurs principales priorités, réalisations et difficultés en ce qui concerne l'égalité des sexes ; les institutions et mécanismes nationaux et les données et statistiques aux fins de la promotion de l'autonomisation des femmes et des filles dans la région.

7. On trouvera dans le présent document un résumé des résultats obtenus par les membres et les membres associés de la CESAP, des difficultés qu'ils ont rencontrées et des principales mesures qu'ils ont prises en ce qui concerne la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. En outre, les principaux domaines d'action prioritaires des pays de la région au cours des cinq prochaines années sont recensés en vue d'accélérer la concrétisation de l'égalité des sexes dans la région.

¹ Tous les points de mesure et exemples figurant dans le présent document sont, sauf indication contraire, extraits de ces rapports.

II. Aperçu des progrès accomplis et des difficultés rencontrées dans la concrétisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles

A. Principales réalisations

8. Les pays de la région Asie-Pacifique ont fait le bilan des réalisations des cinq dernières années. Celles-ci peuvent être regroupées en trois catégories : l'adoption de lois, de règlements, de plans d'action et de politiques ; la promotion de l'autonomisation économique des femmes et le renforcement des mécanismes institutionnels.

Adoption de lois, règlements, plans d'action et politiques

9. Selon 63 % des pays ayant participé à l'examen, les lois, règlements, plans d'action et politiques adoptés étaient l'une des principales réalisations de la période considérée. En Asie et dans le Pacifique, 33 pays disposent actuellement d'une stratégie ou d'un plan d'action national sur l'égalité des sexes et 47 ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes². En outre, plusieurs ont adopté des mesures législatives progressistes visant à prévenir la violence, à favoriser la participation des femmes à la vie économique et à l'encadrement et à leur donner des droits fonciers. On estime que d'ici à 2025, les progrès réalisés sur le plan de l'égalité des sexes pourraient augmenter le produit intérieur brut (PIB) annuel de la région de l'Asie et du Pacifique de 4 500 milliards de dollars supplémentaires³.

Promotion de l'autonomisation économique des femmes

10. La promotion de l'autonomisation économique des femmes faisait partie des principales réalisations pour 63 % des pays. Malgré la baisse de la participation des femmes au marché du travail et l'augmentation de l'emploi informel de celles-ci, des pays ont renforcé leur législation en ce qui concerne l'égalité des sexes sur le lieu de travail, élaboré des lois, des politiques et des programmes visant à assurer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et soutenu la transition des travailleurs du secteur informel vers le secteur formel (voir par. 16 à 18). L'entrepreneuriat féminin est considéré comme un moyen de favoriser l'autonomisation économique des femmes. Dix pays ont indiqué avoir mené des enquêtes sur les budgets-temps au cours de la période considérée afin d'attribuer une valeur au travail non rémunéré accompli principalement par des femmes. Si le travail domestique non rémunéré des femmes en Asie et dans le Pacifique était pris en compte dans le calcul du PIB, le PIB total de la région augmenterait de 3 800 milliards de dollars⁴.

Participation des femmes à la vie politique et à la prise de décisions

11. L'amélioration de la participation des femmes à la vie politique et à la prise de décisions faisait partie des principales réalisations pour 49 % des pays ayant participé à l'examen. La participation des femmes à la vie publique et à la prise de décisions est essentielle pour progresser sur la question de l'égalité des sexes. Dans les pays de la région, la participation moyenne des femmes

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

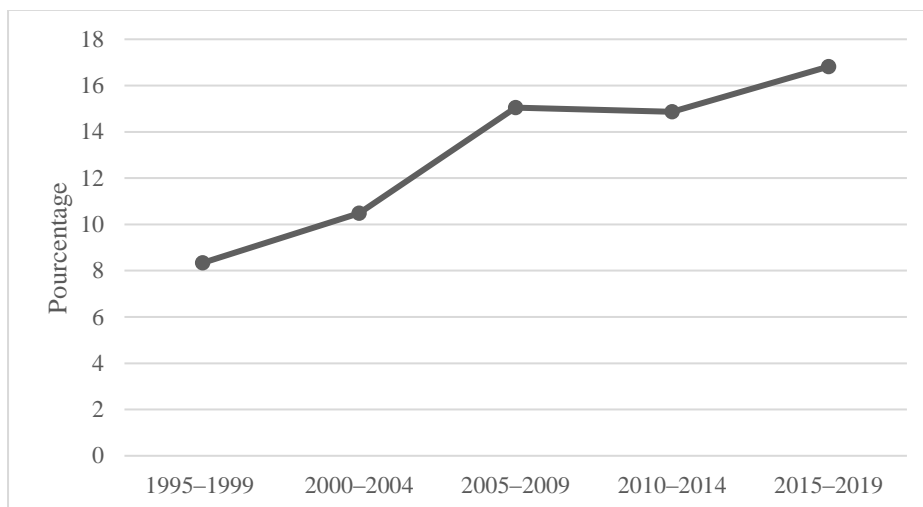
³ McKinsey Global Institute, *The Power of Parity: Advancing Women's Equality in Asia Pacific* (New York, McKinsey and Company, 2018).

⁴ Ibid.

augmente depuis 1995 (voir figure I) et dans quatre pays les sièges au parlement sont occupés à plus de 30 % par des femmes.

Figure I

Pourcentage moyen de femmes parlementaires par période de cinq ans depuis l'adoption du Programme d'action de Beijing, en Asie et dans le Pacifique



Source : calculs effectués par la CESAP à partir de données tirées de Nouveau Parline, la plateforme de données ouvertes de l'Union Interparlementaire (en version bêta). Disponible à l'adresse suivante : <https://data.ipu.org/fr> (site consulté le 12 juillet 2019).

B. Principales difficultés

12. Les pays ont recensé les obstacles à la réalisation de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, qui peuvent être regroupés en trois catégories : les obstacles à l'autonomisation économique des femmes, les normes et stéréotypes de genre et le manque de capacités pour la promotion de l'égalité des sexes.

Obstacles à l'autonomisation économique des femmes

13. Pour 49 % des pays, l'une des principales difficultés rencontrées dans la région a trait à la nature incertaine du futur terrain d'activités. Sous l'effet de l'innovation technologique, des changements climatiques et de l'évolution démographique le monde du travail se transforme⁵. À l'ère de la quatrième révolution industrielle, l'automatisation fait courir le risque que les travailleurs de la région Asie-Pacifique perdent leur emploi. Dans cinq pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), à savoir le Cambodge, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam, on a constaté que les femmes étaient plus susceptibles que les hommes d'occuper un emploi présentant un risque élevé d'automatisation et qu'elles étaient de ce fait davantage menacées de perdre leur emploi⁶. À l'échelon mondial, 24 millions d'emplois peuvent être créés si l'Accord de Paris est appliqué, contre 6 millions

⁵ Organisation internationale du Travail (OIT), *Travailler pour bâtir un avenir meilleur : Commission mondiale sur l'avenir du travail* (Genève, 2019).

⁶ Jae-Hee Chang et Phu Huynh, « ASEAN in transformation: the future of jobs at risk of automation », Bureau des activités pour les employeurs, document de travail n° 9 (Genève, OIT, 2016).

d'emplois perdus s'il ne l'est pas, soit 18 millions d'emplois de plus⁷. D'ici à 2030, 13 % de la main-d'œuvre des pays de l'ASEAN aura entre 15 et 24 ans, contre 17 % en 2015⁸.

Normes et stéréotypes de genre

14. Selon 44 % des pays, les politiques, plans et programmes peinent à se traduire en actes concrets sous le poids de normes et de stéréotypes de genre négatifs. Les pays ont noté qu'il fallait que les parlementaires, les fonctionnaires et le public en général soient davantage sensibilisés et informés. Les politiques, plans et programmes qui tiennent compte des normes et des stéréotypes dès leur élaboration sont davantage susceptibles d'aboutir à des résultats efficaces et durables.

Manque de capacités pour la promotion de l'égalité des sexes

15. Selon 41 % des pays, les personnes et les entités chargées d'appliquer les politiques, plans et programmes de promotion de l'égalité des sexes n'ont pas de capacités suffisantes. Les contraintes financières et budgétaires font également obstacle à l'investissement durable dans les activités favorisant l'égalité des sexes. La formation et l'appui technique sont essentiels à une prise en compte efficace des questions de genre.

III. Principales mesures prises afin de promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes et des filles

16. Les principales mesures que les pays ont prises pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles au cours de la période considérée sont résumées dans les sections suivantes.

A. Développement inclusif, prospérité partagée et travail décent

17. Le Programme 2030 lance un appel clair en faveur d'un développement inclusif qui tienne compte des facteurs sociaux, économiques et environnementaux dans toutes les activités menées en vue de parvenir au développement durable. Depuis cinq ans, la question de la répartition inégale du travail rémunéré et non rémunéré entre les femmes et les hommes est davantage prise en compte.

18. Dans la région Asie-Pacifique, l'écart entre la participation économique des femmes et celle des hommes est important. En 2018, le taux d'activité des hommes de 25 ans et plus était de 84 %, tandis que celui des femmes de la même catégorie d'âge était de 50 %, contre 55 % en 1995 (figure II). Les femmes sont surreprésentées dans les emplois vulnérables qui n'offrent pas de protection sociale. Quarante et un pour cent des femmes qui travaillent occupent des emplois non qualifiés ou qualifiés dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. Ces cinq dernières années, la proportion de femmes travaillant dans ces secteurs a légèrement diminué, mais

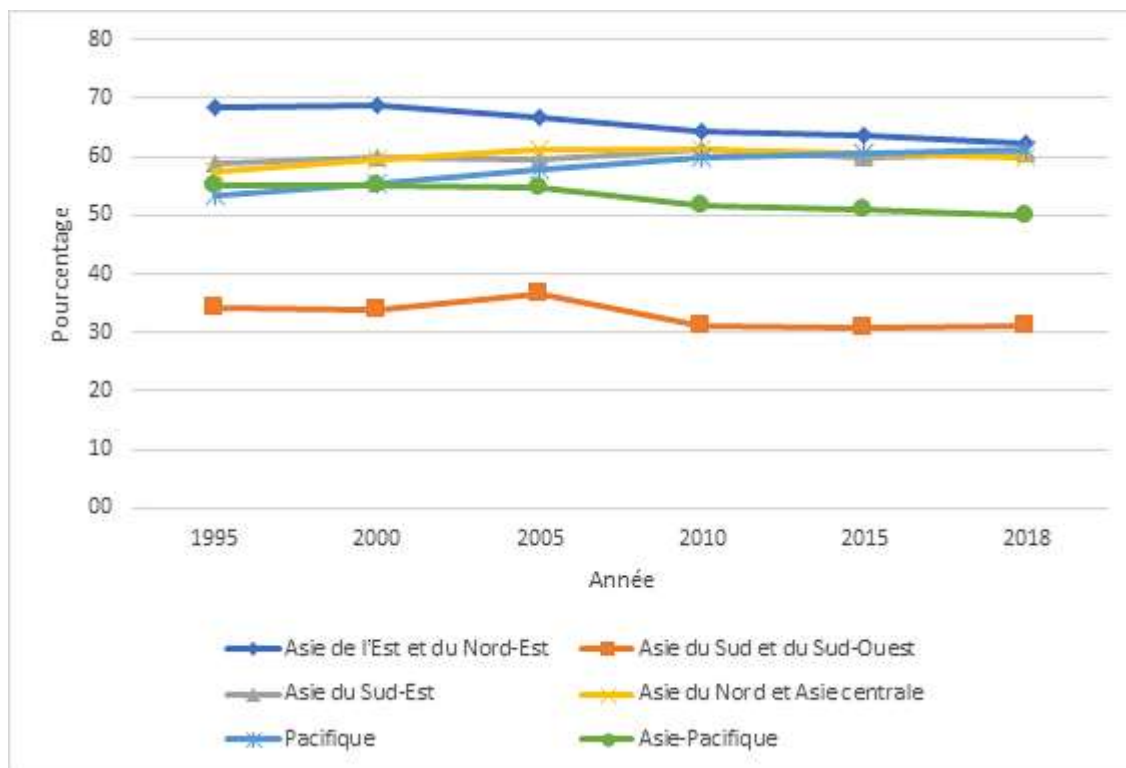
⁷ OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde 2018 : une économie verte et créatrice d'emplois* (Genève, 2018).

⁸ Jae-Hee Chang et Phu Huynh, « ASEAN in transformation: the future of jobs at risk of automation ».

elle a augmenté, quoique lentement, dans les emplois qualifiés et techniques⁹. Dans la région, les femmes ont 21 % moins de chance d'occuper un travail à temps plein que les hommes et celles qui ont des enfants sont à 28 % moins susceptibles d'occuper un travail à temps plein, signe que les femmes sont pénalisées dans leur carrière lorsqu'elles ont des enfants¹⁰.

Figure II

Taux d'activité des femmes en Asie et dans le Pacifique (1995-2018)



Source : calculs effectués par la CESAP à partir de données provenant de la publication de l'OIT intitulée *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2019*. Disponible à l'adresse suivante : www.ilo.org/wesodata (site consulté le 17 juin 2019).

19. Pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes sur le lieu de travail, 28 pays ont renforcé leurs lois et politiques relatives à l'égalité de rémunération et au recrutement, au maintien dans l'emploi et à l'avancement des femmes et 19 pays ont adopté des politiques du marché du travail tenant compte de la problématique femmes-hommes. Dans le cadre de la deuxième phase de la Déclaration de Maubisse, le Timor-Leste s'est engagé à faire en sorte que les femmes rurales et les personnes handicapées participent à la planification des investissements publics et aux décisions concernant le

⁹ Calculs effectués par la CESAP à partir de données sur l'emploi informel et le secteur informel en pourcentage de l'emploi par sexe provenant de la base ILOSTAT de l'OIT. Disponible à l'adresse suivante : www.ilo.org/ilostat/faces/oracle/webcenter/portallapp/pagehierarchy/Page27.jspx;ILOSTATCOOKIE=86qpRbj68MpkUwTC1ypxrP_pH9KNhxHtK1hZOoO6kvx0Yqh3c0z-1-1991620366?indicator=IFL_XIEM_SEX_ECO_IFL_NB&subject=EMP&datasetCode=A&collectionCode=YI&_adf.ctrl-state=a2nubxhce_4&_afLoop=1259294308167390&_afWindowMode=0&_afWindowId=null#!%40%40%3Findicator%3DIFL_XIEM_SEX_EC O_IFL_NB%26_afWindowId%3Dnull%26subject%3DEMP%26_afLoop%3D1259294308167390%26datasetCode%3DA%26collectionCode%3DYI%26_afWindowMode%3D0%26_adf.ctrl-state%3Dvhc2baocx_4 (site consulté le 22 juin 2019).

¹⁰ CESAP, *Inequality of Opportunity in Asia and the Pacific: Decent Work* (ST/ESCAP/2822).

développement des infrastructures, en appliquant un quota de 30 % et 2 % respectivement.

20. Les femmes se heurtent souvent à des obstacles juridique et réglementaire d'ordre sociétal limitant leur capacité à posséder des biens, à conclure un contrat ou à obtenir un crédit. Pour y remédier, 20 pays ont amélioré l'inclusion financière des femmes et fait en sorte qu'elles aient davantage accès au crédit. En République islamique d'Iran, un fonds de microcrédit permet aux femmes rurales et nomades d'obtenir plus facilement un crédit à faible taux d'intérêt pour soutenir leurs activités agricoles ou artisanales. Le Gouvernement pakistanais a adopté une stratégie nationale d'inclusion financière visant à ce qu'au moins 50 % de la population adulte et 25 % des femmes aient accès à des services financiers d'ici à 2020.

21. En Asie, le secteur informel occupe une grande place dans l'économie ; il est très compartimenté et les femmes et les hommes n'exercent pas les mêmes activités. Environ 64 % des travailleuses de la région sont employées dans le secteur informel¹¹. Neuf pays ont pris des mesures pour soutenir la transition entre travail informel et travail formel. En République démocratique populaire lao, la loi de 2014 sur la sécurité sociale autorise les travailleurs du secteur informel à être affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale.

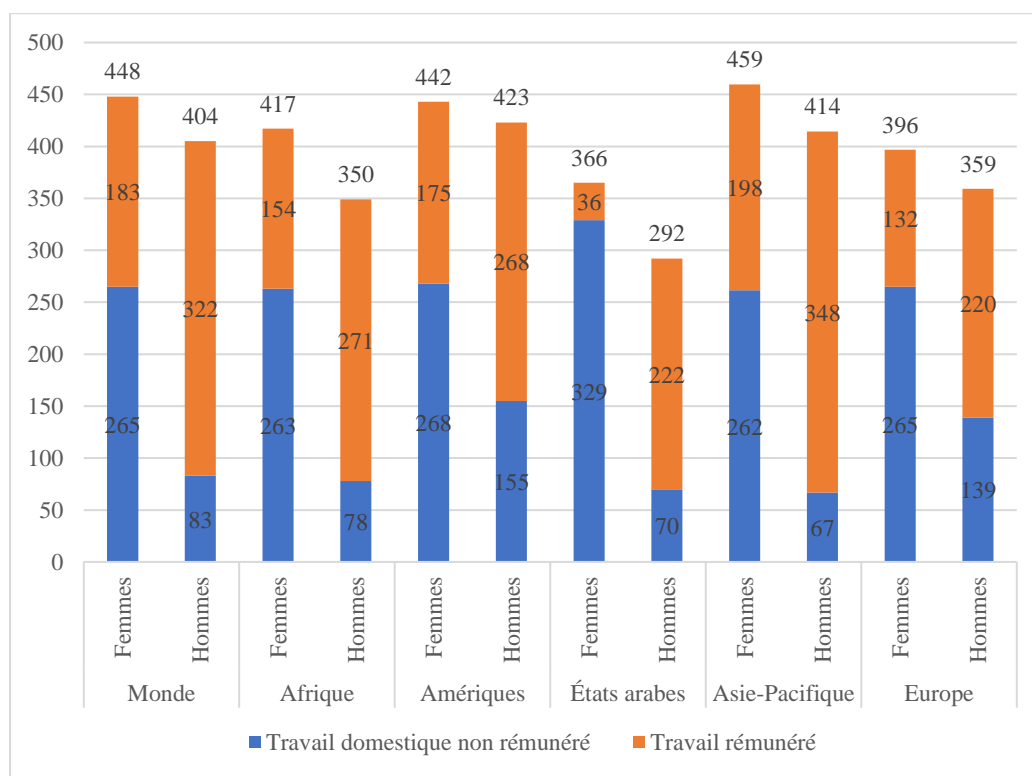
22. Les femmes d'Asie et du Pacifique ont la journée de travail la plus longue (travail rémunéré et non rémunéré) du monde. En moyenne, elles assument quatre fois plus de tâches domestiques non rémunérées que les hommes (figure III). Cela a d'importantes répercussions en termes d'écart de revenus entre les hommes et les femmes et de participation à la vie économique et politique.

23. Pour alléger le fardeau du travail non rémunéré, 24 pays ont introduit divers types de congés pour motif familial ou renforcé les mesures existantes. Les avantages du congé pour motif familial sont importants pour les mères qui travaillent, mais aussi pour leurs enfants, conjoints, les membres de la famille et de la communauté. Quarante-quatre pays de la région autorisent un congé de maternité et 14 pays un congé de paternité¹². En Fédération de Russie, les femmes qui ont pris un congé de maternité d'une durée pouvant aller jusqu'à trois ans bénéficient d'une formation et d'une reconversion professionnelles afin d'améliorer leurs chances de retrouver un emploi. En République de Corée, des centres de réemploi dispensent des services de conseil et de formation professionnelle aux femmes dont la carrière a été interrompue.

¹¹ OIT, *Game Changers: Women and the Future of Work in Asia and the Pacific* (Bangkok, 2018).

¹² Calculs effectués par la CESAP à partir de données provenant de la base de données de la Banque mondiale intitulée « Women, Business and the Law 2019 ». Disponible à l'adresse suivante : <https://wbl.worldbank.org/> (site consulté le 25 juillet 2019).

Figure III
Temps consacré quotidiennement au travail domestique non rémunéré, au travail rémunéré et au travail total, selon le sexe et la région (dernière année)
 (en minutes)



Source : calculs effectués par la CESAP à partir de la publication de l'OIT intitulée : « Prendre soin d'autrui : un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent » (Genève, 2018).

Note : groupe d'âge des plus de 15 ans. Estimations pondérées en fonction de la population en âge de travailler.

24. Vingt pays ont mis en place des services de garde d'enfants dans la région. Des études montrent que l'éducation préscolaire est un investissement très rentable à long terme et les effets positifs pour les enfants issus de ménages défavorisés sont nombreux¹³. Le programme Belau Head Start de l'agence d'action communautaire des Palaos fournit des services complets (santé, éducation, appui aux enfants handicapés, partenariats avec les familles ou les communautés, installations et transport) aux enfants âgés de trois à cinq ans et à leurs familles. Grâce au projet Grandmother qui promeut l'emploi des femmes en Turquie, les grand-mères qui s'occupent d'enfants âgés de 0 à 3 ans perçoivent une rémunération, ce qui permet aux mères de participer au marché du travail.

25. Les structures familiales sont affectées par les changements démographiques. En Asie et dans le Pacifique, le nombre des plus de 60 ans devrait plus que doubler d'ici à 2050, passant de 572 millions en 2017 à environ 1,3 milliard en 2050¹⁴. Dans de nombreux pays, l'accroissement de la

¹³ James Heckman, Rodrigo Pinto et Peter Savelyev, « Understanding the mechanisms through which an influential early childhood program boosted adult outcomes », *American Economic Review*, vol. 103, n° 6 (octobre 2013).

¹⁴ CESAP, « Financing for long-term care in Asia and the Pacific », Social Development Policy Briefs, n° 2018/01 (Bangkok, 2018).

population âgée est plus rapide que celui de la population en âge de travailler, ce qui entraîne une plus forte demande de soins à la personne et de services de santé pour les personnes âgées.

26. Seize pays ou zones de la région ont étendu leurs services aux personnes de santé fragile et aux personnes âgées. À Macao (Chine), le gouvernement fournit des services de soins communautaires, des soins à domicile et des aides pour alléger la charge qui repose sur les aidants familiaux. Dans la région, les lacunes en matière de prestation de services d'aide aux personnes âgées, de garde d'enfants et de soins de santé à domicile sont comblées par des travailleurs domestiques. On estime à 10 millions le nombre de travailleurs domestiques en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique. Rien que dans les pays de l'ASEAN, 83 % sont des femmes¹⁵.

27. Au cours des cinq dernières années, 11 pays de la région ont pris des mesures exceptionnelles pour combattre la discrimination et protéger les droits des migrantes. L'Asie et le Pacifique forment la région du monde la plus dynamique en matière de migration. L'OIT estime qu'elle accueille 20,4 % des 164 millions de travailleurs migrants du monde¹⁶. Malgré la contribution économique et sociale importante qu'elles apportent à la région, les migrantes se heurtent à des lois, politiques et normes sociales discriminatoires qui, à leur tour, créent des obstacles structurels à la réalisation de leurs droits à un travail décent et à une migration sûre.

28. Treize pays de la région ont pris des mesures d'austérité au cours de la période considérée, mais aucun n'a évalué leurs effets différenciés selon le genre. L'étude des incidences des politiques macroéconomiques sur le travail non rémunéré et l'égalité des sexes devrait être approfondie et les pays devraient examiner des moyens de libérer une marge de manœuvre budgétaire pour garantir aux femmes une protection sociale adéquate.

B. Élimination de la pauvreté, protection sociale et services sociaux

29. La pauvreté a une incidence sur la qualité de vie des personnes et sur leur aptitude à prendre des décisions en matière d'éducation, de santé et d'emploi. Les pays ont pris des mesures pour a) atténuer la pauvreté des femmes et des filles, b) faciliter l'accès à la protection sociale, c) améliorer les résultats en matière de santé et d) améliorer les résultats en matière d'éducation.

1. Pauvreté

30. Au cours des vingt dernières années, le taux global d'inégalité de revenu en Asie et dans le Pacifique a augmenté de plus de 5 %, à l'inverse de la tendance générale constatée dans la plupart des autres régions du monde. Les inégalités de revenu se sont accentuées dans 40 % des pays de la région, notamment dans quatre des cinq pays les plus peuplés, qui regroupent 70 % des habitants de la région¹⁷.

31. De manière générale, les femmes de la tranche d'âge 20-34 ans sont plus susceptibles d'être pauvres que les hommes du même groupe d'âge. Les

¹⁵ OIT « An aging Asia increases the demand for domestic workers. But what about their rights? », 16 juin 2019.

¹⁶ OIT, « Labour migration in Asia and the Pacific ». Disponible à l'adresse suivante : www.ilo.org/asia/areas/labour-migration/WCMS_634559/lang--en/index.htm (consultée le 3 septembre 2019).

¹⁷ CESAP, « Environment and inequality », Policy Brief (Bangkok, n.d.)

ménages avec enfants sont parmi les plus pauvres, tandis que les parents célibataires – et plus particulièrement les mères célibataires – sont plus exposés au risque de pauvreté. La pauvreté est pluridimensionnelle par nature et ses conséquences sont souvent pires pour les femmes que pour les hommes, d'où une aggravation des inégalités entre les sexes. De plus, les données disponibles montrent que sur le plan de la pauvreté, l'écart entre les sexes est statistiquement significatif en Asie du Sud, où les taux de pauvreté des femmes s'établissent à 15,9 %, contre 14,3 % pour les hommes¹⁸.

32. Afin de lutter contre la pauvreté, 27 pays ont soutenu l'entrepreneuriat féminin et les activités de développement d'entreprises, 23 pays ont promu l'accès au marché du travail par l'intermédiaire de politiques dynamiques du marché du travail et 22 pays ont renforcé la protection sociale. Le Gouvernement samoan aide les familles vulnérables à améliorer leurs moyens de subsistance en ravivant la pratique du tressage des nattes fines (la coutume de l'*ie sae*), qui sont utilisées lors des échanges traditionnels de haut niveau dans ce pays.

2. Protection sociale

33. Les habitantes de la région Asie-Pacifique sont moins susceptibles que les hommes de bénéficier d'une assurance sociale¹⁹. En effet, si les programmes de protection sociale se sont développés dans la région depuis quelques années, les dépenses régionales dans ces programmes représentent 6,6 % du PIB, ce qui est nettement inférieur à la moyenne mondiale de 11,2 %. En conséquence, 60 % de toutes les femmes, de tous les hommes et de tous les enfants de la région risquent de ne pas bénéficier d'une protection sociale adéquate. Actuellement, moins de quatre personnes sur dix ont accès à une forme quelconque de soins de santé et seulement trois mères sur dix ayant des nouveau-nés reçoivent des prestations de maternité dans la région²⁰.

34. Au cours de la période considérée, 21 pays de la région ont mis en place des services de protection sociale au bénéfice des femmes sans emploi, ou les ont renforcés. Depuis 2016, les mères arméniennes sans emploi ou exerçant une activité indépendante ont droit à des prestations de maternité pendant 140 jours. En Turquie, les travailleurs domestiques, dont la plupart sont des femmes (migrantes ou locales), bénéficient de la sécurité sociale en application de la loi 5510 concernant l'assurance sociale et l'assurance santé universelle, et leurs employeurs sont tenus de payer les primes d'assurance s'ils embauchent ces personnes pendant dix jours par mois ou plus.

3. Santé

35. Les inégalités d'accès aux soins de santé sont préjudiciables au développement inclusif. Même si, globalement, les taux d'accès ont progressé, les femmes venant de milieux particulièrement défavorisés dans les zones rurales ont toujours d'énormes difficultés à avoir accès aux soins. La région Asie-Pacifique a fait des progrès sans précédent en matière de réduction de la

¹⁸ Ana Maria Munoz Boudet et autres, « Gender differences in poverty and household composition through the life-cycle », Policy Research Working Paper, n° 8386 (Washington, D.C., Banque mondiale, 2018). Pour la Banque mondiale, l'Asie du Sud comprend les pays suivants : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka.

¹⁹ Banque asiatique de développement et ONU-Femmes, *Gender Equality and the Sustainable Development Goals in Asia and the Pacific: Baseline and Pathways for Transformative Change by 2030* (Bangkok, 2018).

²⁰ Voir ESCAP/CSD/2018/1.

mortalité maternelle. Toutefois, en 2015, 85 000 femmes de la région sont mortes en couches, et 75 % de ces décès ont été attribués aux cinq principales causes évitables de mortalité maternelle. Les taux de mortalité maternelle étaient les plus élevés en Asie du Sud et du Sud-Ouest ainsi qu'en Asie du Sud-Est. Malgré d'importants progrès dans l'amélioration de l'accès à la contraception, on estime qu'en 2017, 132 millions de femmes de la région avaient un besoin non satisfait de contraception. De profondes inégalités subsistent en ce qui concerne l'accès à du personnel qualifié pour l'accouchement et les soins prénatals²¹.

36. Pour améliorer l'état de santé des femmes et des filles, 29 pays ont développé des services spécifiques pour les femmes tels que les services de santé sexuelle et procréative, de santé mentale, de santé maternelle et de santé dans le contexte du VIH ; en tout, 23 pays ont favorisé l'accès aux soins de santé en élargissant les prestations universelles ou en fournissant des services de santé publics, et 14 pays ont renforcé l'offre de cours d'éducation sexuelle complète dans les écoles ou les communautés. Au Myanmar, l'éducation sexuelle complète fait partie des matières enseignées du niveau 1 au niveau 11 dans le cadre des cours d'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante.

37. Les services de santé sexuelle et procréative prennent de plus en plus en compte les besoins des jeunes et leur donnent la possibilité de faire entendre leur voix. Des « cellules adolescents » en Mongolie, des dispensaires adaptés aux jeunes dans les Îles Cook et des centres de services de santé conviviaux pour les jeunes en Thaïlande permettent à ceux-ci de prendre des décisions éclairées en matière de santé procréative et d'exercer leurs droits dans ce domaine.

38. Le fléau des maladies non transmissibles est en train de gagner du terrain dans la région. Dans les Îles Marshall, les niveaux épidémiques de maladies non transmissibles sont considérés comme l'un des principaux défis auxquels le pays est confronté. Chez les femmes de la région, le cancer du sein est le type de cancer le plus courant, représentant 18 % de tous les cancers diagnostiqués²². En Chine, les femmes des zones rurales bénéficient de dépistages gratuits du cancer du sein et du col de l'utérus.

4. Éducation

39. La région Asie-Pacifique a fait des progrès considérables vers la parité des sexes dans l'enseignement primaire et s'approche de la parité aux cycles secondaire et supérieur. Huit États membres ont atteint la parité dans les trois cycles. Sauf en Asie du Sud et du Sud-Ouest, les femmes sont désormais plus nombreuses que les hommes dans les établissements d'enseignement supérieur, avec un indice régional de parité des sexes de 1,07²³.

40. Vingt-deux pays ont pris des mesures pour améliorer l'accès des filles à l'éducation, leur permettre de poursuivre leurs études et de les achever, notamment en encourageant l'enseignement, la formation et la mise en valeur des compétences dans les filières techniques et professionnelles. Les Fidji ont enregistré une augmentation du nombre de femmes dans les programmes de

²¹ Voir ESCAP/APPC/2018/3.

²² Danny R. Youlden et autres, « Incidence and mortality of female breast cancer in the Asia-Pacific region », *Cancer Biology & Medicine*, vol 11, n° 2 (juin 2014). Disponible à l'adresse suivante : www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4069805/.

²³ CESAP, « Education », base de données en ligne de la CESAP. Disponible à l'adresse suivante : http://data.unescap.org/escap_stat/#data/30 (consultée le 25 juillet 2019).

développement des compétences, en particulier dans les domaines à prédominance masculine, comme les filières industrielles. L'Institut technique gouvernemental des Fidji encourage les hommes à s'orienter vers des domaines traditionnellement privilégiés par les femmes, tels que la cuisine, la boulangerie et la pâtisserie, et vice-versa pour les femmes.

41. En tout, dix-huit pays ont amélioré les programmes scolaires afin de mieux tenir compte des besoins des femmes et d'éliminer les préjugés à tous les niveaux de l'enseignement. Aux Îles Marshall, les programmes scolaires sont en cours de révision afin d'en éliminer les stéréotypes sexistes et la discrimination fondée sur le sexe.

42. En Asie et dans le Pacifique, la participation des femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques est souvent limitée à certaines disciplines et à des postes précaires de rang inférieur. Bien qu'elles obtiennent parfois de meilleurs résultats que les hommes en formation, les femmes ont beaucoup moins de chances de trouver un emploi dans ces secteurs et, lorsque c'est le cas, elles sont systématiquement moins bien payées que leurs homologues masculins²⁴. Pour remédier à cela, 17 pays ont élargi l'accès aux compétences et à la formation dans certaines disciplines nouvelles ou naissantes ayant trait aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques. En République de Corée, un système de quotas par sexe encourage les instituts de recherche à recruter et à promouvoir des femmes.

43. En Asie et dans le Pacifique, on recense 2,7 millions de personnes déplacées et 4,2 millions de réfugiés, dont 48 % sont des femmes et 49 % des enfants. Au cours des cinq dernières années, les pays de la région ont pris des mesures de prévention de la discrimination et de protection des droits des femmes réfugiées et déplacées (six pays) et des femmes dans les situations humanitaires (six pays)²⁵. Plusieurs bonnes pratiques de lutte contre les formes multiples et convergentes de discrimination commencent à voir le jour dans la région. Grâce à l'assurance maladie publique universelle, les réfugiés en République islamique d'Iran peuvent bénéficier d'une assurance maladie en cas d'hospitalisation, sur le modèle de celle offerte aux Iraniens²⁶. En outre, conformément au passage du Code de conduite traitant de l'éducation des étrangers entrés sur le territoire en 2016, l'éducation est gratuite pour les enfants immigrés.

C. Droit d'être à l'abri de la violence, de la stigmatisation et des stéréotypes

44. Pour qu'il y ait égalité des sexes, il est essentiel que les femmes soient à l'abri de la violence, de la stigmatisation et des stéréotypes. Dans le monde, environ 30 % des femmes ont été victimes de violence physique ou sexuelle de la part d'un partenaire intime. En Asie et dans le Pacifique, ce chiffre va de 15 % (Bhoutan, Philippines et République démocratique populaire lao) à 68 % (Kiribati), comme l'illustre la figure IV. Les pays de l'Asie et du Pacifique ont donné la priorité à l'élimination de la violence en adoptant des lois à cette fin, en adoptant des politiques pertinentes et en constituant de nouveaux partenariats. Ils font appel à diverses stratégies pour mettre fin à la violence

²⁴ OIT, *Game Changers: Women and the Future of Work in Asia and the Pacific*.

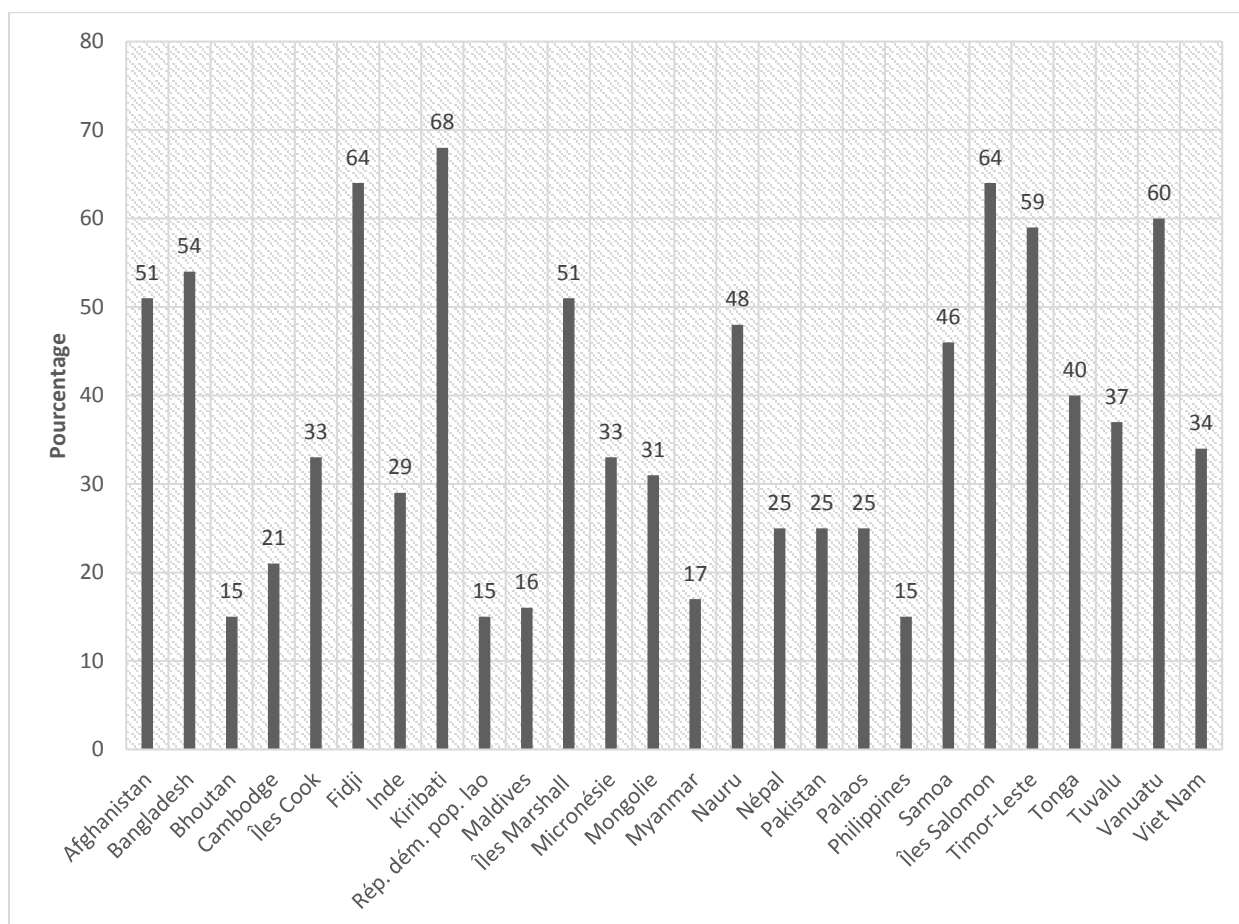
²⁵ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Global Trends: Forced Displacement in 2018* (Genève, 2019).

²⁶ HCR, « For refugees in Iran, health plan brings care and calm », 17 décembre 2015.

faite aux femmes et aux filles et s'attaquer à la stigmatisation et aux stéréotypes qui limitent le potentiel des femmes.

Figure IV

Proportion de femmes qui ont été victimes de violence physique ou sexuelle de la part d'un partenaire intime



Source : Fonds des Nations Unies pour la population, kNOwVAWdata. Disponible à l'adresse suivante : <https://asiapacific.unfpa.org/knowvawdata> (site consulté le 30 juin 2019).

45. En 2018, 47 pays d'Asie et du Pacifique avaient adopté une législation portant spécifiquement sur la violence familiale et 13 pays avaient élaboré des plans d'action nationaux sur la violence à l'égard des femmes ou la violence familiale²⁷. En 2016, l'ASEAN a adopté son Plan d'action pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, qui sera en vigueur jusqu'en 2025. La Convention de l'ASEAN contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, qui est un accord régional juridiquement contraignant conclu entre les pays de l'ASEAN, a été signée en novembre 2015.

46. Dans la région Asie-Pacifique, la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles a été fréquemment citée comme domaine prioritaire des cinq dernières années (30 pays) et des cinq prochaines années (29 pays). Les pays ont fait de l'évolution des normes sociales négatives et des stéréotypes sexistes une priorité des cinq dernières années (9 pays) et des cinq années à venir (11 pays). La stigmatisation et les stéréotypes limitent le potentiel et la capacité des femmes et des filles à accéder aux services et tendent à justifier la discrimination, la violence et l'exploitation dont elles sont victimes. Parmi les

²⁷ ONU-Femmes, « Ending violence against women mapping data in Asia and the Pacific » ; données de 2018 et données tirées de rapports nationaux.

différentes formes de violence, la plupart des pays ont donné la priorité à l'élimination de la violence conjugale (33 pays), suivie du harcèlement et de la violence sexuels (22 pays), puis de la traite des femmes et des filles (19 pays).

47. Pour combattre la violence à l'égard des femmes et des filles, les pays ont adopté des lois en la matière ou renforcé les lois existantes, ainsi que leur mise en œuvre et leur application effective (31 pays), multiplié les services offerts aux victimes ayant survécu à des actes de violence (29 pays) et renforcé les stratégies de prévention de la violence (22 pays). En promulguant une ordonnance visant à lutter contre le harcèlement de rue, la ville de Quezon aux Philippines est devenue la première ville du pays à pénaliser cette pratique, ce qui a débouché sur l'adoption d'une loi nationale de lutte contre le harcèlement sexuel dans les lieux publics. Plusieurs pays ont mis en place des services de conseil juridique gratuits, des lignes d'appel d'urgence et des applications numériques permettant de signaler les cas de violence, et ont ouvert des abris d'urgence et des espaces sûrs à l'intention des victimes d'actes commis dans des contextes de crise humanitaire.

48. Dans 28 pays, les principales stratégies de prévention de la violence étaient axées sur la sensibilisation et les mesures visant à faire évoluer les mentalités. Par ailleurs, 17 pays estimaient qu'il était essentiel de travailler avec les garçons et les hommes. L'organisation CHVEN (Men Against Violence in Georgia) en est une bonne illustration. Plusieurs pays ont collaboré avec des organisations non gouvernementales, des organisations confessionnelles et des acteurs du secteur privé.

49. Pour lutter contre la violence sexiste facilitée par la technologie, 22 pays ont adopté des dispositions législatives et réglementaires en vue d'améliorer les mécanismes de prévention et d'intervention ou ont renforcé les dispositions qui existaient déjà, et 19 pays ont adopté des initiatives de sensibilisation à cette question. Une étude menée en Nouvelle-Zélande visant à évaluer, d'après l'expérience des jeunes, les risques numériques auxquels ils sont exposés a permis de conclure qu'il fallait faire participer les femmes à la programmation et à la conception d'environnements en ligne dans l'optique de lutter contre la cyberviolence. La République de Corée a ouvert un centre de soutien aux victimes de la cybercriminalité à caractère sexuel qui offre une prise en charge polyvalente – service de conseil, suppression des contenus incriminés, enquête, mais aussi assistance juridique et médicale.

50. Vingt-cinq pays ont indiqué qu'ils s'étaient attaqués, au cours des cinq dernières années, à la violence à l'égard des femmes victimes de multiples formes de discrimination. Les pays ont pris des mesures pour prévenir la discrimination et promouvoir les droits des femmes handicapées (27 pays), des femmes vivant dans les zones rurales et reculées (25 pays), des jeunes femmes (19 pays) et des femmes âgées (14 pays).

51. Pour éliminer les violations des droits des filles et la discrimination à leur égard, 26 pays ont renforcé l'accès à une éducation de qualité, au développement des compétences et à la formation, 21 pays ont pris des mesures pour éliminer la violence, 19 pays ont mis en œuvre des politiques et des programmes pour réduire ou éliminer les mariages précoces ou forcés, et 17 pays ont encouragé la sensibilisation et la participation des filles à la vie économique, sociale et politique.

D. Participation, principe de responsabilité et institutions tenant compte de la problématique des rapports entre les sexes

52. La participation des femmes à la vie publique et à la prise de décisions est essentielle pour faire progresser l'égalité des sexes. Dans les pays de la région, le taux moyen de participation des femmes à la vie politique a progressé depuis 1995, mais il reste inférieur aux tendances mondiales. En effet, la représentation des femmes dans la région s'établit à 18 %, alors que la moyenne mondiale est de 24 %²⁸.

53. Pour promouvoir la participation des femmes à la vie publique et à la prise de décisions, les pays ont mis en œuvre des initiatives de renforcement des capacités et de développement des compétences (22 pays), collecté et analysé des données sur la participation politique des femmes (21 pays), offert des possibilités de mentorat, ainsi que des formations dans le domaine de l'encadrement, de la prise de décisions, de la prise de parole en public et de l'affirmation personnelle, ainsi que dans la conduite d'une campagne politique (20 pays). De plus, 17 pays ont modifié leur cadre législatif (constitution, lois et règlements).

54. Plusieurs pays de la région ont mis en place des parlements fictifs grâce auxquels les femmes peuvent acquérir des compétences dans ce domaine, ce qui peut les inspirer à se lancer dans la politique. Depuis les élections générales de 2018 aux Fidji, la représentation des femmes au Parlement est de 20 %, ce qui est un record pour le pays. On attribue cette percée au rôle de modèle qu'a joué la première Présidente du Parlement, qui a conduit les travaux du premier Parlement des femmes formé en 2016, ce qui a permis à 50 dirigeantes en devenir de découvrir le milieu parlementaire, de s'informer sur d'importantes questions de développement et de perfectionner leurs compétences générales.

55. Plusieurs pays ont instauré des quotas, de diverse nature, pour faciliter une plus grande représentation féminine dans les parlements. Une étude de la CESAP montre que les pays sans quotas ont un niveau de représentation médian inférieur à celui des pays qui en ont mis en place, quel que soit le type de quota. Bien qu'il y ait des exceptions (par exemple, la République démocratique populaire lao), dans l'ensemble, les pays ayant des quotas font mieux que les autres. Les quotas ont certes contribué à accroître la représentation parlementaire des femmes dans la région, mais d'après la même étude, ces mesures doivent être complétées par un encadrement, une formation et un renforcement des compétences des femmes parlementaires sur une base durable²⁹. Le Comité des femmes d'Ouzbékistan dispose d'une base de données de plus de 6 000 femmes qui pourraient être candidates aux élections législatives et élabore actuellement un programme visant à renforcer leurs compétences à l'exercice de fonctions publiques.

56. Dans le Programme d'action, une participation accrue des femmes dans le domaine des médias est considérée comme un bon moyen de contrer les normes sociales négatives. Pour lutter contre la discrimination et la représentation négative des femmes et des filles dans les médias, ainsi que les préjugés sexistes dont elles font l'objet, 18 pays de la région ont pris des

²⁸ Calculs de la moyenne pondérée effectués par la CESAP à partir de données compilées par l'Union interparlementaire (UIP), Nouveau Parline : plateforme de données ouvertes de l'UIP (bêta), pourcentage de femmes. Disponible à l'adresse suivante : https://data.ipu.org/compare?field=chamber%3A%3Afield_auth_secretary_general&structure=any__lower_chamber#map (page consultée le 12 juillet 2019).

²⁹ CESAP, *Pathways to Influence: The SDGs and Women's Transformative Leadership in Asia and the Pacific* (à paraître).

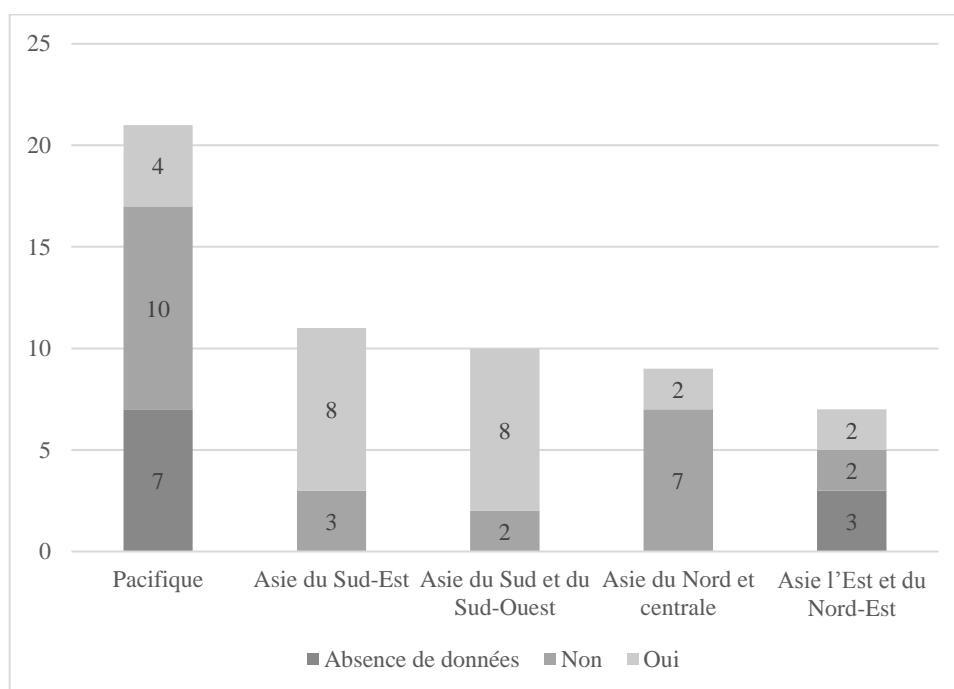
mesures pour encourager la prise d'initiatives et la participation des femmes dans ce domaine.

57. Pour que les femmes jouent un rôle plus important dans les médias, les pays ont pris des mesures visant à faciliter l'accès et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et à les rendre plus abordables (18 pays), ont étoffé l'offre de formations professionnelles générales ou techniques dans le domaine des médias et des technologies de l'information et de la communication, notamment dans les filières de gestion et d'encadrement (11 pays) et fourni un appui aux réseaux et organisations de médias gérés par des femmes (10 pays).

58. Pour concrétiser l'égalité des sexes dans la région, il est essentiel de mettre en place des mécanismes institutionnels tenant compte de la problématique femmes-hommes. À cet égard, 11 pays s'intéressent à la proportion du budget consacrée à la promotion de l'égalité des sexes. D'après les données du Fonds monétaire international, près de la moitié des pays de la région ont adopté des initiatives de prise en compte de la problématique femmes-hommes dans le processus budgétaire (figure V). Quatorze pays disposent d'institutions nationales des droits humains ayant des attributions précises en matière d'égalité des sexes ou de lutte contre la discrimination fondée sur le sexe. Au Bangladesh, depuis 2015, les conseils de sous-district ont pour instruction de consacrer 3 % du budget total au Forum de développement des femmes ; de plus, 25 % des projets de ces conseils doivent être mis en œuvre par des femmes.

Figure V

Nombre de pays ayant adopté des initiatives de prise en compte de la problématique femmes-hommes dans le processus budgétaire gouvernemental, par sous-région



Source : calculs effectués par la CESAP à partir de données tirées de la base de données du Fonds monétaire international concernant la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans le processus budgétaire et l'égalité des sexes (données de 2017). Données disponibles à l'adresse suivante : <https://data.imf.org/?sk=AC81946B-43E4-4FF3-84C7-217A6BDE8191> (consultées le 9 août 2019).

E. Des sociétés pacifiques et inclusives

59. Pour que les sociétés soient pacifiques et inclusives, il faut que les femmes participent véritablement aux processus de paix, aux accords sur la sécurité, à l'action humanitaire, au règlement des conflits et aux interventions déclenchées en cas de crise. La région Asie-Pacifique a connu de nombreux conflits prolongés, crises humanitaires, catastrophes naturelles, autant de facteurs qui exacerbent la vulnérabilité des femmes à la violence, à l'exploitation et aux violations de leurs droits.

60. L'année 2020 conclut les deux décennies qui se sont écoulées depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité. Selon PeaceWomen, 14 pays de l'Asie et du Pacifique ont adopté des plans d'action nationaux pour mettre en œuvre les dispositions de cette résolution³⁰. Quinze pays ont intégré les engagements relatifs aux femmes, à la paix et à la sécurité à leurs principaux cadres de politique, planification et supervision aux niveaux national et interministériel.

61. Les femmes continuent d'être sous-représentées dans les processus et négociations de paix dans le monde. Entre 1992 et 2017, celles-ci ne constituaient que 3 % des médiateurs, 3 % des témoins et des signataires et 9 % des négociateurs³¹. Lorsque des femmes participent véritablement aux processus de paix, les accords ont 35 % de chances de plus de durer au-delà d'une période de 15 ans³².

62. En Asie et dans le Pacifique, 18 pays ont encouragé la participation sur un pied d'égalité des femmes à des activités humanitaires et à des interventions dans des situations de crise, à tous les niveaux, en particulier au niveau décisionnel. Dix-sept pays ont favorisé et soutenu une participation significative de femmes à des processus de paix et à la mise en œuvre d'accords de paix. Pour accroître leur participation à des négociations, le Ministère géorgien des affaires étrangères coopère avec des partenaires pour dispenser à des femmes fonctionnaires une formation à la négociation et à la médiation de haut niveau.

63. Des sociétés pacifiques et inclusives doivent respecter et promouvoir la participation de la société civile, notamment celles des organisations de femmes et de jeunes. Neuf pays de la région ont déclaré protéger les espaces de la société civile et les défenseurs des droits des femmes. Seuls neuf pays de la région, tous situés dans la sous-région du Pacifique, ont des espaces citoyens ouverts³³. Le plan d'action national 2018-2020 de la Géorgie pour la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, promeut le dialogue avec les femmes victimes de conflits et déplacées dans leur propre pays, dans le cadre de sa stratégie d'adaptation aux conditions

³⁰ PeaceWomen, « États membres », plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité (base de données). Disponible à l'adresse suivante : peacewomen.org/membre-states (site consulté le 5 juillet 2019) et données supplémentaires provenant des rapports nationaux.

³¹ Conseil des relations extérieures, « Women's participation in peace processes », 30 janvier 2019.

³² Laurel Stone, « Quantitative analysis of women's participation in peace processes », dans *Reimagining Peacemaking: Women's Roles in Peace Processes*, Marie O'Reilly, Andrea Ó Súilleabháin et Thania Paffenholz (New York, Institut international pour la paix, 2015).

³³ Civicus, « Monitor: tracking civic space », base de données Civicus. Disponible à l'adresse suivante : <https://monitor.civicus.org/> (consultée le 25 juillet 2019).

locales et a créé une plateforme de dialogue régulier avec les représentants de la société civile.

64. Soucieux de punir plus sévèrement par des moyens judiciaires et non judiciaires les violations du droit international humanitaire et des droits humains commises contre des femmes et des filles dans des situations de conflit, et de renforcer l'action humanitaire et les interventions dans des situations de crise, 18 pays ont pris des mesures pour combattre la traite des femmes et des enfants, 15 pays ont mis en œuvre des réformes juridiques et politiques pour remédier aux violations des droits des femmes et des filles et pour prévenir ces violations, 14 pays ont renforcé les institutions du secteur de la sécurité pour protéger les droits humains et prévenir la violence sexuelle et sexiste. En Mongolie, 500 agents de la force publique et travailleurs sociaux ont reçu une formation sur la traite des êtres humains, la protection des enfants et l'exploitation de la main-d'œuvre. Le Centre des femmes de Vanuatu forme des prestataires de services de santé, des fonctionnaires de police et des ecclésiastiques en contact direct avec la réalité du terrain à la défense de l'égalité des sexes et à l'élimination de la violence dans le secteur humanitaire et dans celui du développement. En 2017, en Arménie, des agents de santé et des pompiers en poste dans divers endroits ont reçu une formation à la prestation de services de santé procréative dans des situations d'urgence.

65. Dans sa résolution 2250 (2015) sur la jeunesse, la paix et la sécurité, le Conseil de sécurité appelle les jeunes à prendre l'initiative et à participer aux processus d'instauration de la paix et de la sécurité, notamment de barrer la route à l'extrémisme violent. En septembre 2018, le Gouvernement philippin a entamé la rédaction de son plan d'action national pour la jeunesse, la paix et la sécurité afin que la voix de la jeunesse se fasse entendre sur les questions de paix et de sécurité.

66. À la suite du Sommet mondial sur l'action humanitaire, en 2016, les parties prenantes se sont engagées à conclure des partenariats et à accroître la collaboration dans les secteurs du développement, de la paix et de l'action humanitaire. Les conflits armés, les catastrophes naturelles et les changements climatiques ont accentué l'urgence humanitaire, dont il faut se préoccuper au même titre que le développement. Après que les Fidji ont participé au Sommet et après le passage du cyclone tropical Winston, le Gouvernement de ce pays a élaboré en 2017 une politique humanitaire nationale pour gérer les risques de catastrophe.

F. Préservation de l'environnement, action climatique et renforcement de la résilience

67. La région Asie-Pacifique demeure extrêmement vulnérable aux changements climatiques : elle est en effet la région du monde la plus exposée aux catastrophes. En 2018, près de la moitié des 281 événements catastrophiques naturels enregistrés dans le monde se sont produits dans cette région qui a également été le théâtre de huit des dix catastrophes naturelles les plus meurtrières³⁴. L'appauvrissement de l'environnement et les changements induits par le climat ont un impact disproportionné sur les femmes et s'ajoutent aux contraintes de plus en plus fortes qu'elles subissent sur les plans du temps, du revenu, de la santé, de la nutrition et de l'aide sociale.

³⁴ *Asia Pacific Disaster Report 2019: The Disaster Riskscape across Asia-Pacific - Pathways for Resilience, Inclusion and Empowerment* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.19.II.F.12).

68. Pour prendre en compte les préoccupations relatives au genre dans leurs politiques environnementales, 25 pays ont soutenu la participation et le leadership des femmes dans la gestion et la gouvernance des ressources environnementales et naturelles ; 16 pays ont encouragé l'éducation des femmes et des filles dans les sciences, l'ingénierie, la technologie et les disciplines liées à l'environnement naturel ; et 15 pays ont rendu plus facile l'accès des femmes aux ressources terrestres, aquatiques, énergétiques et autres ressources naturelles ainsi que leur contrôle sur ces ressources.

69. Au Népal, les directives du Programme de foresterie communautaire (2014) prévoient une représentation de 50 % de femmes et une représentation proportionnelle des Dalit, groupes ethniques et communautés marginalisées au sein des comités exécutifs des groupes d'utilisateurs des forêts communautaires. De plus, les directives régissant les procédures financières des groupes d'utilisateurs des forêts communautaires (2016) exigent que les groupes accordent 35 % de l'ensemble des revenus aux programmes destinés aux femmes et aux Dalit et communautés autochtones. Les décisions doivent être prises de manière participative et les comités exécutifs doivent comprendre une femme soit comme présidente, soit comme secrétaire. Depuis 2019, 37 % des membres des comités exécutifs des groupes d'utilisateurs des forêts communautaires sont des femmes.

70. S'agissant de la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans la réduction des risques de catastrophe et dans les programmes et politiques relatifs à la résilience face aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets, 23 pays ont apporté leur soutien à la participation et au leadership des femmes ; 18 pays ont adopté et mis en œuvre des lois et des politiques tenant compte de la problématique femmes-hommes ou ont musclé celles-ci et 17 pays ont étoffé leurs données factuelles et renforcé la sensibilisation à la vulnérabilité disproportionnée des femmes et des filles.

71. Dans certains contextes, les changements climatiques sont susceptibles de provoquer des mariages précoces, des mariages d'enfants ou des mariages forcés. Aux Fidji, une analyse rapide de la question du genre, effectuée à la suite du cyclone tropical Winston, a fait apparaître une augmentation des cas de violences sexistes et mis en évidence la nécessité de donner la priorité à l'égalité d'accès des personnes ayant des problèmes particuliers à l'assistance humanitaire et de leur accorder un soutien ciblé.

72. Le programme FemLINKPACIFIC Women's Weather Watch a mis en place un réseau de femmes rurales exerçant des responsabilités sur le terrain dans différentes villes et villages aux Fidji et à Vanuatu, qui leur donne la possibilité d'intervenir tout au long du cycle de la gestion des catastrophes, c'est-à-dire avant, pendant et après. Grâce à une radio communautaire, elles informent leurs auditeurs des conditions météorologiques et des menaces imminentes de catastrophe naturelle. Ce programme fait appel à la connaissance particulière qu'ont les femmes de l'environnement naturel, montre le bien-fondé de la planification et de la capacité de réaction dans un cadre humanitaire inclusif et documente l'expérience de femmes ayant vécu des situations de catastrophe.

IV. Institutions et processus nationaux pour faire progresser l'égalité des sexes

73. L'existence d'institutions et de processus nationaux pertinents est essentielle pour activer et développer les synergies entre les engagements pris dans le Programme d'action et le Programme 2030. Tous les pays examinés

ont fait état de l'existence d'un mécanisme national (mécanisme de coordination national) pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Dans 28 pays, le responsable du mécanisme national participe au processus institutionnel pour la mise en œuvre du Programme 2030. Soixante-six pour cent des pays ont des mécanismes formels en place permettant aux parties prenantes de participer à la mise en œuvre et au suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et du Programme 2030.

74. Pour 28 pays, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles sont des priorités fondamentales dans les stratégies ou plans nationaux pour la réalisation des objectifs de développement durable, tandis que dans deux pays ces priorités ne s'inscrivent pas dans un plan ou une stratégie. Quatre pays de la région n'ont pas de stratégie ou de plan d'action national pour atteindre les objectifs.

75. Pour préparer son rapport intérimaire national sur le Programme d'action, le Gouvernement philippin a adopté une approche reposant sur la participation de tout le Gouvernement et de toute la société. Une activité de lancement a eu lieu en janvier 2019, suivie de consultations qui ont été menées aux niveaux infranational et national avec le soutien d'ONU-Femmes. Une consultation nationale et un atelier de validation se sont tenus en mars 2019 avec 134 représentants multipartites. Ils ont réuni des femmes rurales, des travailleuses migrantes, des membres de syndicats, des travailleuses de l'économie informelle, des pauvres des milieux urbains, des femmes autochtones, des femmes de l'ethnie Bangsamoro, des femmes musulmanes, des personnes malentendantes et des jeunes.

Tableau 1

Participation des parties prenantes aux mécanismes de coordination nationaux pour la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en Asie et dans le Pacifique

<i>Organisations de la société civile</i>	<i>Organisations pour les droits des femmes</i>	<i>Universitaires</i>	<i>Organisations confessionnelles</i>	<i>Parlements/comités parlementaires</i>	<i>Secteur privé</i>	<i>Système des Nations Unies</i>
26 pays	21 pays	16 pays	12 pays	16 pays	15 pays	17 pays

Tableau 2

Participation des parties prenantes aux mécanismes de coordination nationaux pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique

<i>Organisations de la société civile</i>	<i>Organisations pour les droits des femmes</i>	<i>Universitaires</i>	<i>Organisations confessionnelles</i>	<i>Parlements/comités parlementaires</i>	<i>Secteur privé</i>	<i>Système des Nations Unies</i>
28 pays	23 pays	20 pays	13 pays	17 pays	19 pays	22 pays

V. Données et statistiques

76. Les données sont un élément clef de la mise en œuvre du Programme 2030. Le Programme d'action recommande entre autres que les gouvernements produisent et diffusent des statistiques ventilées par sexe. Des statistiques lacunaires sont l'un des principaux obstacles au progrès de l'égalité des sexes dans la région, comme cela a été constaté par 12 pays. Les informations concernant sept des neuf cibles (6 cibles et trois moyens de mise en œuvre) de l'objectif de développement durable n° 5, dans la région, seraient selon certaines constatations, insuffisantes³⁵.

77. En ce qui concerne les statistiques relatives au genre, les pays ont surtout progressé, au cours des cinq dernières années, dans la fabrication de produits de connaissances sur ce type de statistiques (17 pays), dans la conduite de nouvelles enquêtes visant à dégager des informations nationales de base sur des sujets ayant trait au genre (15 pays) et le dans retraitement des données existantes pour produire des données ventilées par sexe ou de nouvelles données sur le genre (14 pays). Au cours des cinq prochaines années, les trois priorités principales des pays seront d'effectuer de nouvelles enquêtes pour collecter des données de base (19 pays), d'utiliser les données se rapportant à la problématique femmes-hommes dans la formulation des politiques et programmes (19 pays) et d'améliorer le développement des capacités statistiques parmi les utilisateurs (15 pays).

78. Vingt-huit pays ont établi des indices nationaux pour suivre les progrès de la mise en œuvre du Programme 2030. Trente pays ont déjà commencé à collecter et à compiler des données sur des indicateurs relatifs à l'objectif de développement durable n° 5 et sur des indicateurs relatifs au genre parmi les autres objectifs. Dans 32 pays, de vastes enquêtes fournissent des données ventilées par sexe.

79. Le Gouvernement de la République islamique d'Iran publie tous les ans un atlas de la femme et de la famille, atlas statistique incluant 40 indicateurs relatifs à la condition de la femme aux niveaux national et local. Au Bhoutan, la Commission nationale pour les femmes et les enfants a mis au point un système de suivi de l'égalité des sexes qui est utilisé par des coordonnateurs pour les questions d'égalité des sexes aux niveaux national et local pour surveiller les progrès de la prise en compte du genre dans le pays. Le système est utilisé pour gérer les données et l'information concernant 52 indicateurs spécifiques se rapportant au genre.

Tableau 3
Nombre de pays de l'Asie-Pacifique disposant de données ventilées, par indicateur

<i>Situation géographique</i>	<i>Revenu</i>	<i>Sexe</i>	<i>Âge</i>	<i>Éducation</i>	<i>Situation de famille</i>	<i>Race/ Groupe ethnique</i>	<i>Statut migratoire</i>	<i>Handicap</i>	<i>Autre</i>
30	26	32	30	28	28	17	16	19	17

³⁵ CESAP, « Expected achievement: dashboard », SDG Progress Assessment webpage. Disponible à l'adresse suivante : <http://data.unescap.org/#progress> (consultée le 25 juillet 2019).

VI. Domaines d'action prioritaires

80. Les pays ont recensé les domaines d'actions prioritaires ci-après pour les cinq années à venir en vue d'accélérer les progrès vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles³⁶.

81. **Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles.** En dépit de l'action entreprise par les pays pour combattre la violence, la région est encore loin de l'avoir éliminée. De plus, les faits montrent que la violence est évitable et que la prévention est une stratégie économiquement avantageuse³⁷. Il conviendrait d'orienter les efforts vers l'adoption de mesures législatives englobant toutes les formes de violence sexiste et de faire en sorte que ces mesures soient appliquées de façon juste, sans se préoccuper du contrecoup des normes, préjugés et stéréotypes sexistes.

82. **Participation des femmes à la vie politique.** Malgré les progrès constants constatés au cours des 25 dernières années, les travaux de recherche de la CESAP montrent qu'il faudra au moins 20 ans pour parvenir à un taux moyen de 30 % de participation des femmes à la vie parlementaire dans la région et 44 ans pour atteindre la parité entre les sexes au sein des parlements³⁸. Des mesures devraient être prises pour éliminer les obstacles à la participation des femmes à la vie politique, tels que la charge du travail domestique non rémunéré, les réactions de rejet à l'encontre des femmes au pouvoir en raison de normes et de stéréotypes sexistes et le fait que les hommes considèrent que les positions d'autorité sont leur domaine réservé, et pour mettre en place des programmes de formation aux fonctions de responsabilité, de réseautage et de tutorat.

83. **Entrepreneuriat féminin et entreprises dirigées par des femmes.** Les pays se sont rendu compte que l'entrepreneuriat féminin était la voie royale menant à l'autonomisation économique des femmes. En créant un environnement politique propice, les pays pourront corriger les problèmes auxquels sont confrontées les femmes chefs d'entreprise sur les plans financier et technologique et éliminer les difficultés qui les empêchent de prendre de l'envergure. En particulier, des mesures permettant aux femmes de la région d'accéder aux moyens numériques et financiers contribueraient dans une large mesure à autonomiser les entrepreneuses. De plus, pour réduire l'écart numérique entre les sexes dans la région, les efforts devraient porter sur les moyens de garantir aux femmes et aux filles, en tant qu'utilisatrices, créatrices de contenus, employées et innovatrices, l'accès à l'espace numérique à un coût abordable, ainsi qu'à la possibilité de tirer parti des technologies numériques en toute sûreté.

84. **Égalité et non-discrimination devant la loi et accès à la justice.** Les pays ont pris note de l'importance des lois et de l'accès à la justice pour garantir l'égalité et protéger les femmes de la discrimination. Si la région a fait de grands progrès dans l'adoption de lois progressistes, il faudrait maintenant veiller à leur application avec efficacité et efficacité.

³⁶ Les domaines d'actions prioritaires ont été déterminés sur la base des réponses que les pays ont apportées à la question 5 dans la publication d'ONU-Femmes, « Guidance note for comprehensive national-level reviews », septembre 2018.

³⁷ ONU-Femmes, « Un cadre pour appuyer les mesures de prévention de la violence à l'égard des femmes », 2015.

³⁸ CESAP, *Pathways to Influence: The SDGs and Women's Transformative Leadership in Asia and the Pacific* (à paraître).

85. **Éducation de qualité.** Les pays ont constaté qu'il était nécessaire de se préparer à l'évolution du monde du travail dans les années à venir et que l'éducation jouait un rôle essentiel dans la formation de la main-d'œuvre afin de permettre à celle-ci de répondre à la demande du marché du travail. Soucieux de la compétitivité de leur main-d'œuvre, les pays de la région s'emploient à assurer aux femmes et aux hommes une formation professionnelle technique et des moyens de développer des compétences. Alors que se profile la menace de l'automatisation, il convient d'aider les femmes à obtenir une éducation et à faire carrière dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques afin de changer la donne et de transformer les pertes d'emplois en opportunités.

86. **Droit au travail et droits sur le lieu de travail.** Il est essentiel de renforcer les mesures législatives et les politiques prenant en compte la problématique femmes-hommes sur le marché du travail pour protéger le droit des femmes à un emploi ainsi que leurs droits sur le lieu de travail. Par ailleurs, la mise en place de politiques et de mesures législatives propices et de soutien à ces droits ferait beaucoup pour accroître la participation des femmes à la vie économique, qui recule de manière constante dans la région.

87. **Budgétisation intégrant la problématique femmes-hommes.** Les pays ont souligné l'importance d'une budgétisation intégrant la problématique femmes-hommes pour respecter leurs engagements vis-à-vis d'une société égalitaire du point de vue du genre. Les efforts devraient porter sur la collecte systématique de données ventilées par sexe dans tous les ministères et départements afin de prendre en compte la budgétisation intégrant la problématique femmes-hommes dans la conception et la mise en œuvre des politiques et programmes.

88. **Accès à des soins de santé, notamment de santé sexuelle et procréative, de qualité et à un coût abordable, et aux droits y afférents.** Les pays de la région accordent une plus grande place à la santé sexuelle et procréative et aux droits pertinents, en particulier dans l'intérêt des jeunes et des adolescents(e)s, et leur action doit tendre à l'adoption de politiques de santé universelles, englobant les services de santé maternelle, sexuelle et procréative et les prestations de protection sociale correspondantes, pour faire en sorte que tous les groupes y aient accès sans frais accessoires prohibitifs.

89. **Changer les normes sociales et stéréotypes de genre négatifs.** La persistance de normes sociales et stéréotypes de genre négatifs empêche les femmes d'exercer pleinement leurs droits sociaux, économiques et politiques. Les pays se rendent compte qu'il est compliqué de remettre en question et d'éliminer ces normes et que les résultats d'un tel processus sont lents à venir. Malgré cela, les pays insistent sur le fait qu'il est important de changer les normes sociales pour que l'égalité des sexes devienne une réalité.

90. **Travail familial et domestique non rémunéré et moyens de concilier la vie de famille et le travail.** Les pays ont souligné la nécessité de reconnaître, réduire et répartir de manière nouvelle la charge du travail domestique non rémunéré en adoptant des politiques de congé familial appropriées, en élargissant les services de soins à l'enfant et aux personnes âgées et en effectuant des enquêtes sur les budgets-temps. En trouvant des solutions dans ce domaine, les gouvernements peuvent créer des conditions propices à l'autonomisation économique, sociale et politique des femmes.

91. **Protection sociale, infrastructures et services publics prenant en compte la problématique femmes-hommes.** Les pays ont noté l'importance d'une protection sociale qui prenne en compte la problématique

femmes-hommes pour réduire les risques tout au long du cycle de vie des femmes et pour ouvrir des perspectives durables à l'autonomisation des femmes. À cet égard, il conviendrait d'agir pour accroître les investissements dans la protection sociale, faire en sorte qu'elle inclue les femmes qui travaillent dans le secteur informel et les compléter par des services et des infrastructures publics prenant en compte la problématique femmes-hommes, ce qui est essentiel pour réduire et répartir de manière nouvelle la charge du travail non rémunéré. Il s'agit notamment de la fourniture de services de soins à l'enfant, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'énergie propre à un coût abordable, en particulier dans les zones rurales, afin de réduire les contraintes de temps affectant les femmes.

92. **Réduction des risques de catastrophe et développement de la résilience en prenant en compte la problématique femmes-hommes.** Pour la région du monde la plus exposée aux catastrophes naturelles, la réduction des risques de catastrophe et le développement de la résilience prenant en compte la problématique femmes-hommes sont des priorités absolues. En particulier, il conviendrait de s'attacher à intégrer les besoins spécifiques des femmes et des filles dans les interventions humanitaires dans les situations de catastrophe naturelle. De plus, il est vital de promouvoir le rôle des femmes en tant qu'agents du changement dans la protection de l'environnement en prenant en compte la problématique femmes-hommes dans les politiques, plans et programmes environnementaux et leur mise en œuvre.

93. **Élimination de la pauvreté, productivité agricole et sécurité alimentaire.** Plusieurs pays ont souligné la nécessité de promouvoir les droits des femmes dans les régions rurales et reculées et d'améliorer la productivité agricole indispensable pour renforcer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté. L'action entreprise devrait viser à assurer l'égalité d'accès des femmes rurales à la terre, au capital et à la technologie et à éliminer les obstacles les empêchant de négocier leurs produits sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux.

VII. Questions à examiner par les États membres

94. Compte tenu des réalisations, défis, mesures clefs et des domaines d'action prioritaires visant à faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, les États membres sont invités à débattre des sujets ci-après et à donner des indications au secrétariat et au système des Nations Unies concernant l'assistance nécessaire à cet égard :

- a) Principales actions à entreprendre pour tirer parti des synergies entre le Programme d'action et le Programme 2030 en vue de parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles ;
- b) Mesures à prendre pour relever les principaux défis en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles, du niveau national au niveau local ;
- c) Collaboration et partenariats régionaux pour accélérer la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles dans la région.